

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

6^e année / N° 250

du 10 au 16 décembre 1987

POLITIQUE

Intervention en faveur du dialogue

On réclame une commission de dialogue pour la paix

Des policiers mutés

Des véhicules pour la police

ECONOMIE

50% des Guatémaltèques mal logés

Le coût économique de la guerre en Amérique centrale

INSURRECTION

Une manifestation populaire

Protestations contre la hausse des prix

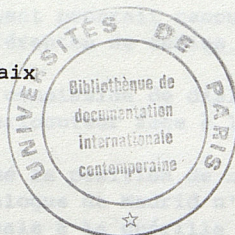
DROITS DE L'HOMME

Enlevé depuis un mois

La violence fait 13 victimes

REFUGIES

De l'aide pour les réfugiés



4°P. 12315

POLITIQUE

INTERVENTION EN FAVEUR DU DIALOGUE

Les dirigeants des principaux partis politiques se sont prononcés en faveur d'un dialogue entre le gouvernement et la guérilla, afin d'éviter une nouvelle effusion de sang.

Les représentants de la Démocratie chrétienne guatémaltèque (DCG, le parti du gouvernement), de l'Union du centre national (UCN), du Parti révolutionnaire (PR), du Parti socialiste démocratique (PSD) et du Mouvement de libération nationale (MLN) sont intervenus le 8 décembre au cours du II forum politique national.

Selon Ana Catalina Soberanis (DCG), le gouvernement pourrait renouer le dialogue avec l'URNG, mais sur des bases différentes de celles des conversations de Madrid.

Mario Fuentes (PR) a proposé la formation d'une commission de dialogue par les partis politiques pour servir d'interlocuteur face à la guérilla.

Ricardo Ortiz, (MLN, extrême-droite), a réaffirmé la position de son parti : la solution doit être militaire. "Le dialogue de Madrid n'a servi qu'à donner une reconnaissance internationale à la guérilla et a créé de graves répercussions au sein de l'armée".

ON RECLAME UNE COMMISSION DE DIALOGUE POUR LA PAIX

Le 12 décembre, le Centre d'études politiques a proposé, dans un document rendu public, la création d'une commission chargée d'établir un dialogue en vue d'une solution pacifique au Guatemala. Elle serait composée des représentants du gouvernement, de l'URNG et de l'Eglise catholique. Les deux parties impliquées dans le conflit armé doivent s'engager à humaniser la guerre, "en respectant les accords de Genève, notamment en ce qui concerne la population civile". Le CEDEP s'est donné 6 mois pour vérifier l'adhésion publique à sa proposition.

L'adoption de cette dernière mesure ne requiert pas forcément la simultanéité ou un accord bilatéral, bien qu'il soit préférable, dans une optique de pacification, que les 2 parties fassent preuve de la même bonne volonté politique ; néanmoins, ce processus comporte plusieurs étapes pour parvenir à l'arrêt des hostilités sur tout le territoire.

Le président Cerezo a renouvelé son refus de continuer le dialogue avec l'URNG : "Cela n'a pas de sens, le gouvernement s'est rendu à Madrid, Espagne, pour leur dire que cela n'est pas réalisable".

DES POLICIERS MUTES

Le gouvernement a décidé de transférer les agents de la police nationale de la ville de Quetzaltenango, compromis dans l'enlèvement et l'assassinat de deux dirigeants universitaires.

Marco Antonio Villatoro Alvarado, maire du chef-lieu de Retalhuleu, susceptible d'accueillir les policiers en question, a estimé cette mesure "ridicule". "Il faut mener une enquête sur ces policiers ; s'ils sont coupables, il faut les traduire devant les tribunaux et leur appliquer la loi, mais en aucun cas on ne doit les envoyer tranquillement dans un autre secteur où ils continueront à nuire".

DES VEHICULES POUR LA POLICE

Le 13 décembre, le ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil, a fait savoir que le gouvernement investirait 5 millions 500 mille dollars pour augmenter la capacité de transport de la police nationale. Selon le Journal Officiel, une mesure "de nécessité et d'urgence" autorise l'achat de 365 automobiles, 32 camions et 175 motocyclettes. Ces dernières années, les investissements en faveur de la police nationale ont été alimentés par des dons ou subventions de pays étrangers comme la République Fédérale d'Allemagne, le Venezuela, la Belgique, la France et le Mexique.

ECONOMIE

50% DES GUATEMALTEQUES MAL LOGES

Le 12 décembre, lors d'interventions effectuées dans le cadre d'un colloque sur l'habitat, on a appris que près de 50% des Guatémaltèques (3 millions 500 mille sur 8 millions) souffraient d'un manque de logement. La résorption de ce déficit nécessiterait un investissement de 2 mille millions de dollars (5 mille millions de quetzales). Les investissements gouvernementaux dans ce secteur ne sont pas supérieurs à 20 millions de dollars par an, et proviennent pour l'essentiel d'apports extérieurs.

LE COUT ECONOMIQUE DE LA GUERRE EN AMERIQUE CENTRALE

D'après une déclaration du 14 décembre de Jorge Gonzalez del Valle, directeur du Centre d'études monétaires latino-américain (CEMLA), les pertes économiques en Amérique centrale s'élèvent à 30 millions de dollars durant les années de guerre vécues par le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua. 15 millions de dollars sont des pertes brutes, le reste un manque à gagner. Toujours selon l'économiste, ce déficit a tendance à augmenter, en dépit de l'aide accordée par les Etats-Unis au cours des 10 dernières années : 500 millions de dollars sous forme d'assistance et de crédits, pour le développement et l'aide militaire, ce qui rend ces pays chaque fois plus dépendants.

INSURRECTION

8 PERTES POUR L'ARMEE

L'armée a perdu 8 hommes les 13 et 14 décembre au cours d'affrontements avec les forces insurgées dans le département du Quiché.

De source gouvernementale, le premier choc a eu lieu dans la zone de Ixcan, se soldant par deux morts et quatre blessés.

Deux soldats sont morts au cours d'une embuscade tendue par les rebelles dans la municipalité de Playa Grande. L'armée n'a pas mentionné le nombre de blessés.

Le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, reconnaissant les pertes subies par l'armée, a déclaré : "Ceci est le prix élevé que nous devons payer pour maintenir la stabilité".

MOUVEMENT POPULAIRE

UNE MANIFESTATION POPULAIRE

Le 9 décembre, L'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI-TRAGUA), l'Association des étudiants universitaires (AEU) et d'autres organisations populaires ont organisé une manifestation pour exiger du gouvernement la résolution des conflits du travail.

Le cortège, composé de travailleurs, d'étudiants et de proches des disparus, est parti du parc central de la municipalité de Amatitlan (29 km au sud de la capitale) ; la manifestation s'est terminée par un rassemblement de près de 10 mille personnes sur la place centrale de la capitale.

Selon les dirigeants de l'UNSI-TRAGUA, Rodolfo Maldonado, ministre du travail, s'est engagé à trouver une solution aux conflits de l'usine textile "Lunafil" et de l'entreprise d'accumulateurs électriques "Victor", dont les propriétaires ont déclaré la fermeture.

PROTESTATIONS CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

Les travailleurs de divers secteurs de production ont protesté le 14 décembre contre les mesures gouvernementales qui portent atteinte au pouvoir d'achat des travailleurs.

Raymundo Lopez, du syndicat des électriciens, a exprimé l'inquiétude des travailleurs face à la hausse des tarifs de l'électricité, décrétée en raison du manque d'énergie en provenance de la centrale hydro-électrique de Chixoy durant les mois de sécheresse.

Hugo Hernandez, dirigeant du Syndicat des travailleurs de l'Institut national d'anthropologie et d'histoire (IDAEH), a remis en question la décision du ministre de l'Economie d'augmenter le prix du pain et des haricots. Ces hausses, qui s'ajoutent à celle de l'électricité, vont entraîner "une nouvelle spirale inflationniste".

Selon Francisco Alfaro, dirigeant de la Confédération de l'unité syndicale du Guatemala (CUSG), la population devrait être appelée à manifester contre les mesures économiques adoptées par le gouvernement.

DROITS DE L'HOMME

ENLEVE DEPUIS UN MOIS

L'ingénieur agronome Irving Paul Tillmans, 33 ans, directeur du Centre universitaire régional du Nord (CUNOR) dont le siège se trouve à Coban, Alta Verapaz, est porté disparu depuis le 2 novembre. La mère de Tillmans rappelle qu'il a été enlevé à la sortie de sa résidence de la capitale. Il devait se rendre à Coban où il n'est jamais arrivé.

Le 16 décembre, le Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG) a émis un communiqué signalant l'enlèvement de Tillmans par un groupe d'hommes armés, le 2 novembre, sur la 6° avenue du 4° district de la capitale, en face du centre commercial ; selon des témoins oculaires, il a été frappé au moment de l'enlèvement. La CDHG rappelle que cet enlèvement a eu lieu 17 jours après celui des deux universitaires, retrouvés assassinés ; plusieurs membres de la police nationale du Quezaltenango sont impliqués dans cette dernière affaire.

LA VIOLENCE FAIT 13 VICTIMES

Dans la semaine du 8 au 15 décembre, 13 personnes au moins (dont 3 femmes) ont été victimes de la violence qui frappe le pays. Toutes présentaient des traces de torture et le "tir de grâce", caractéristique des crimes politiques.

Des effectifs de l'armée et de la police des douanes ont ouvert le feu sur le véhicule de l'avocate Maria Elena Dardon Santizon dans la ville de Coatepeque, département du Quezaltenango ; celle-ci a été blessée.

La journaliste Vilma Rico a eu un bras cassé et des lésions au thorax : la police des douanes voulait l'empêcher de filmer une agression contre des commerçants installés sur le marché Guarda viejo de la capitale.

REFUGIES

DE L'AIDE POUR LES REFUGIES

Le gouvernement mexicain a autorisé la création de deux fonds d'aide aux réfugiés guatémaltèques sur son territoire. Le premier est destiné à la reconstruction des ruines Mayas de Edzna, dans l'état du Campeche, le second à un plan de soutien économique aux réfugiés.

La décision a été annoncée par Manuel Barlett Diaz, du ministère de l'Intérieur au Mexique et par l'ambassadeur Oscar Gonzalez, coordinateur de la commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR) ; ils ont rappelé la tradition mexicaine en matière d'asile et reçu un don de 12 millions de dollars remis par l'ambassadeur d'Espagne, Pedro Bermejo Marin.